

« Les gens savent que le changement, c'est Fayulu »

RD CONGO Interview exclusive de celui qui a failli être le candidat unique de l'opposition

- Cinq ténors de l'opposition l'avaient adoubé pour porter leurs couleurs à la présidentielle.
- Mais deux d'entre eux ont retiré leur signature.
- Martin Fayulu croit malgré tout pouvoir battre le « dauphin » de Kabila.

À la veille de son retour à Kinshasa où il est attendu le 22 novembre, jour de l'ouverture de la campagne électorale, c'est un Martin Fayulu plein d'allant qui nous a reçus à Bruxelles. Ce vétéran de la politique n'a pas été échaudé par la défection, dans les heures ayant suivi leur signature, de deux « poids lourds » de l'opposition, Vital Kamerhe (UNC) et Félix Tshisekedi (UDPS). Même s'il n'est plus le « candidat unique » de l'opposition, Martin Fayulu croit en ses chances de battre dans les urnes Emmanuel Shadary Ramazani, le « dauphin » de Kabila.

D'emblée, le président du parti Ecide a tenu à revenir, en termes mesurés, sur le processus de vote par lequel, à Genève, il a été élu candidat représentant l'opposition : « Alors que nous nous étions mis d'accord pour choisir un candidat commun, une ONG sud-africaine, ITI (International Transformation Initiative), venue à Kinshasa, a contacté les quatre candidats qui étaient en lice et demandé à chacun s'il était prêt à soutenir un candidat autre que lui. Chacun a répondu oui. Nous sommes ensuite allés à Pretoria puis à Genève, accompagnés d'une équipe d'experts, et le modérateur Alan Doss s'est entretenu en tête-à-tête avec chacun. Une session a réuni les experts, la modération, les trois candidats exclus arbitrairement (Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba, Adolphe Muzito) ainsi que les candidats acceptés. Chacun a pu exposer son programme. »

Alors que le vote vous avait désigné comme candidat unique, pourquoi Tshisekedi et Kamerhe se sont-ils rétractés ? Je ne peux pas répondre à cette question. Le dimanche, nous avons proposé que chacun signe un acte d'engagement. Mais ensuite, lorsque le modérateur a proposé le recours au vote, j'avoue que j'ai été étonné car j'étais parti avec l'idée de trouver un consensus, je craignais la discorde. Pour le vote, les trois candidats invalidés ont dû quitter la pièce et nous sommes restés à quatre dans la salle. Chacun d'entre nous disposait de deux votes, son premier choix, la présidence évidemment, mais aussi sa deuxième

préférence, qui était, pour Freddy Mutungulu la Banque centrale, pour Félix Tshisekedi et pour moi le poste de Premier ministre, pour Vital Kamerhe la présidence de l'Assemblée nationale. C'était déjà une sorte d'accord de gouvernement... Aucune personnalité extérieure n'a orienté le débat, nous n'avons été ni brusqués ni maltraités, rassurez-vous.

Etes-vous toujours aussi opposé à la machine à voter ?

Dans le cadre de concertation avec la Ceni (Commission électorale), je suis celui qui a brandi le texte de la loi électorale et fait valoir le fait que le recours au vote électronique n'était pas prévu. Nous voulons des élections crédibles, transparentes, apaisées, sans machine à voter, sans fichier électoral corrompu... Avec des témoins, des observateurs internationaux.

Sur ces différents points, vous êtes le plus radical...

Au-delà de cette étiquette, la réalité, c'est que je crois à la loi. Mon projet, c'est que le Congo soit un Etat de droit qui respecte les règles qu'il s'est données. J'ai toujours été cohérent : le 1^{er} janvier 2018, estimant que les institutions n'étaient plus légitimes, je suis sorti de l'Assemblée, mais j'ai été le seul à le faire. Les parlementaires congolais sont parmi les mieux payés du monde, à raison de 6.000 dollars d'indemnités par mois !

Récusé la machine à voter signifie-t-il que vous acceptez un report des élections ? Sans l'imprimante, les délais ne pourront pas être respectés ?

Comprenez-moi bien : je veux les élections le 23 décembre prochain, mais avec des bulletins papier. Pour l'élection présidentielle, une seule feuille pourrait suffire. Et d'ici l'échéance, il serait possible de l'imprimer. En 2011 aussi les bulletins sont arrivés en dernière minute... Si on associe la logistique de la Monusco et l'aide de pays amis, il y aurait moyen d'y arriver.

A la limite, on pourrait tenir l'élection présidentielle le 23 décembre et les autres (législatives, provinciales) un peu plus tard... Toutes les élections doivent se faire avec des bulletins papier. C'est la loi. Point final.

La défection de Tshisekedi et Kamerhe hypothéquera-t-elle votre victoire ?

Pas du tout. Originaire du Bandundu, je vis à Kinshasa et avec les gens du Congo central, il y a un réservoir de 10,7 millions d'électeurs. Dans l'Equateur, Jean-Pierre Bemba me soutient tandis que Moïse Katumbi mobilise le Katanga en ma faveur. Les gens savent que le changement, c'est Fayulu.

En reniant leur signature, Kamerhe et Tshisekedi auraient-ils conclu un accord, secret ou non, avec le pouvoir actuel ?

Je ne peux pas m'avancer sur ce point. Tout ce que je souhaite, c'est qu'ils se ravisent. Lors d'une réunion avec Félix Tshisekedi, nous avons même été jusqu'à imaginer la possibilité d'un tirage au sort... Les gens savent que je suis constant et c'est la population qui m'avait donné les surnoms de « gardien du temple » ou « soldat du peuple »...

Quel est le maître-mot de votre programme ?

Vingt ans du système Kabila, cela

suffit. Le bilan du kabilisme, c'est une misère terrible assortie de l'enrichissement - en milliard de dollars - d'un petit groupe au pouvoir. Arrivés pauvres, Kabila et les siens sont devenus parmi les plus riches du monde ! Moi, je veux apporter un Etat de droit, la paix et la sécurité, ramener le sourire, voir un Congo libre et prospère. Et la « tolérance zéro » pour la corruption ! S'il n'y a pas d'élection le 23 décembre, la Ceni devra se dédire, démissionner. Et il y aura alors une transition sans Kabila. Il n'y aura pas 36 solutions : le président de la Ceni, que je soupçonne de préparer un chaos électoral, devra porter toute la responsabilité de ce qui pourrait survenir. ■

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN

Le « soldat du peuple »

Originaire du Bandundu, Martin Fayulu, 61 ans, est député à Kinshasa, où il a toujours vécu. Au début des années 90, le politique le happe : il participe à la Conférence nationale souveraine, devient membre du Haut-Conseil de la République puis fonde son propre parti à la tête duquel il obtient un siège de député en 2011. Longtemps proche d'Etienne Tshisekedi, il a frôlé la consécration, le week-end dernier à Genève, étant - brièvement - élu candidat unique de l'opposition face au dauphin du président Kabila. La population kinoise, qui apprécie ce battant, lui a déjà donné un nom : « le soldat du peuple ».